



**APPEL DE L'AG NATIONALE
DES COLLECTIFS PARENTS ENSEIGNANTS
REUNIE LE 24.01.09 A VILLEURBANNE**



L'assemblée générale nationale des collectifs de parents et enseignants en lutte, réunie le 24 Janvier dans le Rhône à Villeurbanne, affirme sa volonté de mobilisation pour la défense et la promotion d'un service public d'éducation de qualité. Ceci passe par le retrait de toutes les contre réformes qui menacent le service public d'éducation de la maternelle à l'université.

Nous appelons à refuser :

- La suppression de 13500 postes qui dégrade les conditions d'enseignement et d'apprentissage.
- La suppression des RASED et la mise en place de l'aide personnalisée en dehors du temps scolaire.
- La mise en place d'évaluations nationales destinées à mettre en concurrence les écoles et les établissements.
- La mise en place de structures privées et payantes pour les enfants de deux ans.
- La mise en place des EPEP qui va couper le lien entre écoles, élèves, parents, et renforcer les pressions hiérarchiques.
- Les nouveaux programmes rétrogrades et inadaptés.
- Le recours de plus en plus régulier à des personnels précaires et non formés pour assurer les remplacements et les missions de service public (accompagnement éducatif...).
- La multiplication des heures supplémentaires et des remplacements à l'interne au détriment de l'emploi public et de la qualité de l'enseignement.
- La contre réforme du lycée qui n'a été que repoussée.
- La suppression du BEP qui va laisser pour compte les élèves les plus fragiles, et la mise en place du Bac Pro en 3 ans qui va dévaloriser le diplôme.
- La suppression des IUFM et la remise en cause de la formation initiale et continue.
- Le fichage systématique des élèves : BASE ELEVES, SCONET...
- La banalisation des interventions policières dans les établissements et la traque des élèves sans papiers.
- La remise en cause du droit de grève et des droits syndicaux.

En préalable à toute discussion, nous exigeons :

- Le retrait de toutes ces mesures qui visent à terme un véritable démantèlement du service public d'éducation.
- La levée des sanctions touchant les personnels, étudiants et lycéens en lutte.

Nous exigeons :

- La création des postes nécessaires à un fonctionnement de qualité du service public d'éducation.
- La prise en charge des enfants en difficulté par des personnels qualifiés, spécialisés, et titulaires, avec des mesures pédagogiques adaptées et sur le temps scolaire.
- Une école gratuite et laïque, accessible à tous ceux qui le désirent dès deux ans.
- La préservation de la liberté pédagogique des enseignants.

Nous appelons à :

- Un mouvement revendicatif d'ampleur passant par la grève, le blocage, la désobéissance, l'occupation et qui ne cessera qu'au retrait des mesures Darcos.
- Participer massivement à la grève interprofessionnelle du jeudi 29 Janvier, à envisager des suites et poursuivre la mobilisation interprofessionnelle notamment avec les salariés des autres services publics.
- Participer à la réunion de coordination de « l'appel des appels » prévue le 31 Janvier à Paris et à y envoyer des mandatés.
- Organiser une « journée de l'éducation » (écoles, collèges, lycées, universités) le 10 mars 2009 qui peut passer par des « nuits des écoles », des occupations ou blocages par les parents, des réunions d'information par des enseignants grévistes auprès des parents ou encore des actions médiatiques.
- Se coordonner dans l'action et les luttes à l'échelle locale et nationale.
- Interpeller les élus sur les mesures actuelles sur l'éducation.

Nous nous adressons aux fédérations syndicales de l'éducation, aux fédérations de parents, aux coordinations étudiantes et lycéennes pour qu'elles soutiennent et portent unitairement les revendications de l'assemblée générale nationale des collectifs de parents et enseignants.

Nous appelons à une nouvelle assemblée générale nationale des collectifs de parents et d'enseignants le 7 Février à Paris.

Contact : agnationale@yahoo.fr

Site de regroupement des collectifs : <http://www.agnationale.org>

